



*- Sondage de l'Institut CSA –
Maire et citoyens : construire
ensemble*

N° 0700808

Octobre 2007

2, rue de Choiseul – CS 70215 – 75086 Paris cedex 02
CSA Opinion-Corporate
Tél. (33) **01 44 94 59 10 / 11** – Fax. (33) 01 44 94 40 01
www.csa-fr.com

SA au capital de 1 571 600 € – RCS Paris B 308 293430 00010 – 741 E
TVA intracommunautaire FR 46 308 293 430



Fiche technique du sondage

Sondage exclusif CSA / AMF réalisé par téléphone les 3 et 4 octobre 2007.

Echantillon national représentatif de 1002 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.

(Tous les sondages publiés par CSA sont disponibles sur le site : <http://www.csa.eu>)

I. Le débat rural : attirer ou maintenir les services
tout en préservant le cadre de vie 4

II. Démocratie représentative et participation des citoyens :
un désir de participer davantage aux décisions publiques notamment à l'échelon
communal 6

III. Le citoyen dans l'intercommunalité :
une structure qu'il connaît mal mais dont il perçoit positivement l'essor 8

IV. Le citoyen et l'impôt local :
une demande de clarté et d'équité..... 9

V. Le développement durable :
un changement de pratiques pour tous au quotidien 10

A la demande de l'Association des Maires de France, l'institut CSA a réalisé un sondage sur les attentes des citoyens à l'égard de leurs maires en vue de son 90ème Congrès. Il s'agissait en particulier d'aborder les thèmes suivants :

- ✓ La ruralité
- ✓ La démocratie représentative et la participation des citoyens ;
- ✓ Le citoyen dans l'intercommunalité ;
- ✓ L'impôt local ;
- ✓ Le développement durable.

I. Le débat rural : attirer ou maintenir les services tout en préservant le cadre de vie

Une approche réaliste de la vie dans une commune rurale

Interrogés sur l'idée qu'ils se font de la vie dans une commune rurale, les Français y associent surtout du positif : un environnement de qualité (44%), de la convivialité (33%), mais aussi du négatif, comme les difficultés pour trouver un emploi (33%) et l'insuffisance de commerces et de services publics (32%). En fin de liste apparaissent l'isolement (18%) et le niveau élevé de sécurité (14%).

Dans le détail, **les représentations de la ruralité de chacune des catégories de population interrogées reflètent les préoccupations de chacun.** Les jeunes de moins de 30 ans lui accolent davantage l'idée d'isolement (24%, contre 18% pour l'ensemble de la population). Les personnes âgées de 50 ans ou plus, quant à elles, associent davantage la vie à la campagne à un niveau élevé de sécurité (17%, contre 14% pour l'ensemble de la population). D'après les membres des catégories supérieures, la ruralité correspond surtout à un environnement de qualité (62% contre 44%). Les membres des catégories populaires sont plus inquiets quant aux difficultés pour trouver un emploi (39% contre 27%).

En revanche, le type de commune habitée influe peu sur les réponses, si ce n'est que les personnes habitant une commune rurale citent davantage l'insuffisance des services publics et des commerces (37%). Signe que les citadins ne se font pas une idée fantasmée de la vie « à la campagne ».

En cohérence avec l'idée positive qu'ils s'en font, **68% des Français affirment préférer vivre à la campagne.** La campagne bénéficie surtout du plébiscite des 30-49 ans (75%), âge des parents ayant des jeunes enfants qu'ils aimeraient voir grandir à la campagne, alors que les plus jeunes et les plus âgés s'imaginent davantage en urbains. Remarquons que les habitants de communes rurales confirment leur choix (88% préfèrent habiter à la campagne), en revanche, seuls 54% des habitants de ville centre préféreraient vivre à la campagne.

Plébiscite du cadre de vie rural...

Interrogés sur les raisons ayant présidé à leur installation dans une commune rurale, les ruraux citent avant tout un cadre de vie attractif (55%). Viennent ensuite, avec plus d'un suffrage sur cinq, l'accès à l'emploi à proximité (23%), un meilleur accès au logement (21%) et des activités de loisirs (20%). Enfin, 16% sont venus à la campagne en raison des services de proximité.

... Mais tout en maintenant ou en attirant des services

Si le cadre de vie est l'élément plébiscité de la vie dans une commune rural, il peut être renforcé par le maintien ou l'installation de services.

En effet, 61% des Français estiment que la priorité des maires de communes rurales devrait être d'attirer ou de maintenir des services de proximité, et 56% de préserver l'environnement et la qualité de vie. 43% pensent qu'ils devraient d'abord attirer des entreprises, et seulement 16% qu'ils devraient en priorité développer les activités de loisirs. Les jeunes sont plus sensibles à l'argument des loisirs, puisque 28% placent leur développement comme un chantier prioritaire des maires ruraux. Les membres des catégories supérieures pensent davantage que les maires de communes rurales doivent avant tout attirer ou maintenir des services de proximité (72%). Les personnes proches de la gauche estiment davantage que le maire doit d'abord préserver l'environnement et la qualité de vie (62% contre 51% des personnes proches du Mouvement Démocrate ou de la droite) et se soucient moins de l'attractivité pour les services de proximité (61% contre 65% et 67%) ou pour les entreprises (41% contre 49% et 49%).

Parmi ces services, les deux principaux services publics jugés essentiels à la vie d'une commune rurale sont l'école (67%) et l'hôpital à moins de 50 kms (61%). La Poste arrive en troisième position avec près d'un tiers des suffrages (30%), suivie par la gare SNCF à moins de 20 kms (19%) et la maison de retraite (8%).

Les personnes âgées privilégient le bureau de poste (40%) et la maison de retraite (12%). Quant aux membres des catégories les plus aisées et aux diplômés du supérieur, ils sont plus nombreux à choisir l'école comme service public essentiel (85% des CSP +, contre 68% des CSP -), alors que les membres des catégories populaires et les peu ou pas diplômés choisissent plutôt majoritairement l'hôpital (67% des CSP - contre 52% des CSP +).

Dans ce contexte, la moitié des Français (51%) pensent que le développement des communes rurales devrait être une préoccupation prioritaire pour les pouvoirs publics, 41% que ce devrait être une préoccupation importante mais pas prioritaire, et 7% que c'est une préoccupation secondaire. Seuls 34% des jeunes, 40% des membres des catégories supérieures, et 32% des individus ayant un diplôme supérieur à bac +2 estiment que ce domaine devrait être une priorité des pouvoirs publics. Les personnes résidant dans une commune de moins de 2 000 habitants prèchent davantage en faveur du développement



de leur catégorie de commune, en étant 63% à vouloir que le développement des communes rurales devienne une préoccupation prioritaire des pouvoirs publics.

II. Démocratie représentative et participation des citoyens : un désir de participer davantage aux décisions publiques notamment à l'échelon communal

Le Maire : l' élu le plus à l'écoute des préoccupations des citoyens

Invités à déclarer ce qui leur venait spontanément à l'esprit lorsqu'on leur parle du maire d'une commune, **83% des Français ont utilisé des expressions ou des phrases positives**, et seuls 9% des expressions ou phrases négatives. Les premiers ont décrit le maire sous un jour favorable comme « le responsable de la ville, le gérant de la commune » (24%), comme quelqu'un « ayant la responsabilité du bien-être des habitants » (10%), comme un élu « proche » (8%) et « à l'écoute » (8%). Les seconds ont déclaré avoir une mauvaise image des maires (3%), élus ne « faisant pas grand chose » (2%) ou « rencontrant des problèmes » (2%).

En cohérence avec cette image spontanée : 64% des Français jugent que l' élu local le plus à l'écoute de leurs préoccupations est le maire. Viennent ensuite, loin derrière, le conseiller général (11%), le député (8%), le conseiller régional (6%) et le sénateur (1%). Les maires, considérés comme plus proches de leurs administrés, devancent donc dans le classement les autres représentants locaux élus à une échelle plus large, et ce dans toutes les catégories de la population.

Les Français se sentent également bien informés sur ses actions. 73% des répondants déclarent en effet avoir le sentiment d'être bien informés de l'action du maire et du conseil municipal de leur commune, contre 26% qui se déclarent mal informés. La proximité politique influe sur le degré de satisfaction puisque 82% des sympathisants de droite se disent bien informés, contre 77% des sympathisants du Mouvement Démocrate et 70% des sympathisants de gauche. Ce sentiment global de satisfaction à l'égard du niveau d'information sur l'action municipale est partagé par les administrés quelle que soit la taille de leur commune de résidence.

Un sentiment de pouvoir peu influencer sur les décisions publiques

Echelon de proximité ; c'est également au niveau de la commune que les Français ont le sentiment de pouvoir le plus influencer sur les décisions prises par leurs élus. Pourtant, c'est bien un constat d'impuissance qui domine à tous les niveaux : ainsi 26% des Français pensent pouvoir influencer au niveau de la commune, 18% au niveau national, et 15% au niveau du département et de la région. Quel que soit le niveau concerné, les jeunes ont davantage le sentiment de pouvoir influencer sur les décisions prises (ils sont notamment 35% à penser pouvoir influencer les décideurs au niveau de la commune). Les membres des catégories populaires croient également davantage dans le poids de leurs paroles, de même que les ruraux au niveau communal.

Une attente de participation citoyenne et associative

Ce constat d'impuissance ne satisfait pas les Français et la grande majorité d'entre eux souhaiteraient être davantage consultés. Afin de pouvoir influencer davantage sur les décisions prises au niveau communal, une majorité de Français souhaiteraient être associés davantage aux décisions politiques à travers des consultations plus fréquentes des citoyens (72%), des conseils de quartier (65%), des débats publics (63%) et via les nouvelles technologies et le recours à Internet (60%). Comme pour l'intérêt à l'égard de la politique en général, l'organisation de débats publics et l'utilisation des nouvelles technologies sont moins prisées par les femmes que par les hommes (respectivement 59 contre 68% et 57 contre 63%) et par les personnes âgées. En outre, plus le niveau de diplômé est élevé, plus l'on est susceptible de vouloir donner son avis à travers tous ces canaux, notamment lors de débats publics durant lesquels on se sent sans doute davantage habilité à prendre la parole (80% des Bac +2 contre 60% des non-diplômés). Par ailleurs, les sympathisants de gauche et les centristes sont toujours plus friands de ce type d'actions participatives que les sympathisants de droite : par exemple, en ce qui concerne la mise en place de consultations plus fréquentes des citoyens, 79% des sympathisants du Mouvement Démocrate et 77% des personnes proches du Parti Socialiste l'appellent de leurs vœux, contre 69% des sympathisants de l'UMP.

Les citoyens appellent cette consultation de leurs vœux aussi bien sur les grands projets d'aménagement locaux (91% des Français se disent favorables à ce que les citoyens soient davantage associés aux décisions sur ce point), sur la gestion territoriale de proximité, comme la mise en place d'un stop, l'aménagement d'un espace vert... (88%), que sur les orientations générales de la politique de la commune, telles les décisions concernant les impôts, les services publics... (85%). Quels que soit leur sexe, leur âge, leur profession, leur niveau de diplôme ou encore leur lieu d'habitation, et quel que soit le domaine d'intervention concerné, les répondants sont favorables dans des proportions élevées à une plus grande implication des citoyens.

Dans ce cadre, les associations sont perçues comme des organisations ayant un rôle central à jouer dans la démocratie participative. 70% des Français considèrent ainsi qu'elles sont une chance, dont 42% parce qu'elles nous représentent utilement, et 28% parce qu'elles sont compétentes. A l'inverse, 25% jugent qu'elles sont néfastes, 15% parce qu'elles ne représentent que leurs propres intérêts et 10% parce qu'elles ne laissent pas s'exprimer les simples citoyens. Les femmes font davantage confiance aux associations : 72% pensent qu'elles sont une chance pour la démocratie représentative, contre 66% des hommes. Les ouvriers (23%) et les employés (28%) sont proportionnellement plus nombreux à juger les associations néfastes pour la démocratie représentative que les cadres/professions libérales (16%), ainsi que les non-diplômés (30%) par rapport aux diplômés du supérieur (10% des Bac +2). De plus, les personnes proches des partis de gauche (76%) et du centre (73%) croient davantage dans les vertus associatives que les sympathisants de droite (68%).

Mais un regard loin de l'angélisme à l'égard de la démocratie participative

S'ils souhaitent être davantage associés aux prises de décisions politiques, les Français ne font pas moins preuve **d'esprit critique à l'égard des pratiques de démocratie participative**. Si 37% considèrent que le développement de ces pratiques correspond « à une nouvelle façon de gouverner au plus près des préoccupations des citoyens », et 22% que ces pratiques constituent « une source d'inspiration pour aider les hommes politiques à bâtir un programme », **28% estiment qu'elles prennent surtout la forme « 'opérations de communication ».**

Les hommes, les membres des catégories supérieures, les salariés du secteur privé, les diplômés du supérieur se montrent plus sceptiques que les femmes, les membres des catégories populaires, les salariés du secteur public et les peu ou pas diplômés. Ainsi, 32% des hommes déplorent une opération de communication contre 25% des femmes, 43% des cadres/professions libérales contre 24% des employés, 32% des salariés du privé contre 26% des salariés du public, et 37% des diplômés du supérieur contre 22% des non-diplômés.

III. Le citoyen dans l'intercommunalité : une structure qu'il connaît mal mais dont il perçoit positivement l'essor

La structure intercommunale : un échelon mal connu suscitant peu de sentiment d'appartenance.

63% des Français disent savoir que leur commune appartient à une structure intercommunale, et 13% savent que leur commune n'appartient pas à une telle structure. 24% ont choisi de ne pas se prononcer sur cette question, ne sachant sans doute pas si leur commune était membre ou non d'une telle structure. Le taux de non-réponses atteint même 41% parmi les jeunes de moins de 30 ans, 33% parmi les ouvriers et 30% parmi les non-diplômés.

Mais parmi ceux ayant connaissance du fait que leur commune appartient à une structure intercommunale, seuls 46% connaissent le nom du président de cette structure. Ce faible niveau de connaissance va de pair avec le fait que 85% de ces répondants se sentent avant tout habitant de leur commune, contre 14% se sentant avant tout habitant de leur communauté de communes. **La structure intercommunale reste un échelon mal connu suscitant de ce fait peu de sentiment d'appartenance.**

Par ailleurs, si 70% des Français ont le sentiment d'être bien informés sur les différents services rendus au citoyen au niveau de la commune, cette proportion descend à 50% au niveau de la communauté de communes, communauté d'agglomération ou communauté urbaine..

IV. Le citoyen et l'impôt local : une demande de clarté et d'équité

Impôts locaux : une attente d'information concernant l'usage, le montant et la répartition entre collectivités

Les administrés souhaitent globalement recevoir davantage d'informations concernant les impôts locaux, que ce soit sur leur usage, le calcul de leur montant ou encore leur répartition. Ainsi, 59% des Français souhaiteraient être beaucoup plus informés sur la façon dont sont utilisés leurs impôts locaux, et 28% un peu plus. 55% aimeraient recevoir beaucoup plus d'informations concernant la manière dont est calculé le montant de leurs impôts locaux, et 31% un peu plus d'informations. Enfin, 51% désireraient être beaucoup plus informés sur la répartition des différents impôts entre les différentes collectivités, et 32% un peu plus.

Les membres des catégories populaires (et parmi eux, surtout les ouvriers) sont un peu plus en attente que les membres des catégories supérieures. Par ailleurs, les sympathisants de gauche sont proportionnellement plus nombreux à souhaiter être beaucoup plus informés sur la façon dont sont utilisés leurs impôts locaux que les sympathisants de droite (62% contre 56%), alors que ces derniers sont plus nombreux à souhaiter être beaucoup plus informés sur la façon dont est calculé le montant de leurs impôts locaux (57% contre 54%), et la manière dont ils sont répartis entre les différentes collectivités (57% contre 53%).

Impôts locaux : une plus grande prise en compte des revenus pour une plus grande équité entre citoyens

Si une réforme de la fiscalité locale était mise en place, près de la moitié des Français (46%) souhaiteraient voir adopter comme axe prioritaire « une plus grande équité entre les citoyens », devant « une plus grande responsabilité des élus dans la fixation et l'utilisation des impôts » (26%) et « une plus grande clarté dans le calcul des montants de l'impôt et de la collectivité bénéficiaire » (25%). L'objectif d'équité prévaudrait chez les jeunes (53% contre 47% pour les 30-49 ans et 42% des 50 ans et plus), chez les sympathisants de gauche (52% contre 39% des sympathisants de droite). L'on note également que plus le niveau de diplôme est faible, plus c'est la clarté dans le calcul des montants de l'impôt qui recueille les suffrages (18% pour les individus ayant un diplôme supérieur à Bac+2, contre 28% pour les non-diplômés).

En cohérence avec le souci de l'équité, 73% des Français se disent favorables à ce que le niveau de revenu soit davantage pris en compte dans le calcul du montant de la taxe d'habitation et de la taxe foncière. 30% y sont même très favorables. Les membres des catégories populaires y sont un peu plus favorables que les membres des catégories supérieures, les employés étant les plus favorables (83%) et les cadres/professions libérales les moins favorables (66%). En outre, les sympathisants de gauche, mais aussi les sympathisants du Mouvement Démocrate, y sont plus favorables que les sympathisants de droite (respectivement 79 et 77 contre 67%).

Enfin, toujours en cohérence avec le souci d'équité, 83% des Français se disent d'accord pour qu'une partie des ressources des communes les plus favorisées soit réattribuée à des communes plus pauvres, et 40% sont même tout à fait d'accord avec cette proposition. Cet avis est partagé par la grande majorité des répondants quelles que soient leurs caractéristiques sociodémographiques ou leurs orientations politiques.

V. Le développement durable : un changement de pratiques pour tous au quotidien

Développement durable : un concept mal connu

Seuls 42% des Français déclarent avoir une idée précise de ce qu'est le développement durable. Il y a donc plus d'un Français sur deux (56%) qui estime ne pas savoir véritablement ce que recouvre ce terme. Les femmes (38%), les personnes âgées (39% des 50 ans et +), les membres des catégories populaires (35%), les non-diplômés (28%) ou peu diplômés (32% des titulaires d'un B.E.P.C./C.A.P./B.E.P.) déclarent moins souvent que la moyenne savoir précisément ce qui se cache derrière cette formule.

Une fois que la définition précise du terme leur a été donnée, 55% des Français sont convaincus que le développement durable devrait être une préoccupation prioritaire des politiques publiques,

et 34% que ce devrait être une préoccupation importante mais pas prioritaire. Seuls 9% considèrent que ce thème est secondaire. Les jeunes et les plus diplômés pensent davantage que le développement durable devrait être élevé au rang de priorité de même que les sympathisants de gauche et du Mouvement Démocrate.

Une préoccupation de tous qui passe par un changement des pratiques

Pour les répondants, le développement durable doit être une préoccupation de chacun : élu ou citoyen. Ainsi lorsqu'on les interroge sur l'échelon en qui ils auraient le plus confiance pour mettre en œuvre le développement durable, les réponses sont assez diverses. Ce sont les citoyens eux-mêmes qui sont cités en premier (34% font confiance au civisme des habitants), puis la commune (27%) de l'Etat (26%). Viennent ensuite l'Europe (19%), la région (16%), les entreprises (15%). Puis, les associations (13%), le département (12%) et enfin la communauté de communes (10%).

Le développement durable doit être une préoccupation de chacun et il ne se traduit d'ailleurs pas forcément par une augmentation des coûts mais passe inévitablement par un changement des pratiques. 66% des Français pensent effectivement que dans leur commune, l'application du développement durable peut passer par un changement des pratiques sans engendrer de coûts supplémentaires, alors que 27% pensent que cela se traduit nécessairement par une augmentation des coûts. Les sympathisants de gauche (70%) sont plus optimistes quant à la possibilité de mettre en œuvre le développement durable sans frais supplémentaire que les sympathisants de droite (64%) et que les sympathisants du Mouvement Démocrate (60%).

Pour favoriser un développement durable, les Français attendent des décisions dans de nombreux domaines. Ils souhaitent aussi bien que le maire puisse « promouvoir le recours aux énergies renouvelables » (33%), « informer et de sensibiliser régulièrement la population sur la qualité de l'eau et de l'air » (31%), ou « économiser les ressources naturelles » (30%). Ensuite, un Français sur 4 pense qu'il est prioritaire de « diffuser des brochures de bonnes pratiques aux citoyens ».

Puis, une personne sur quatre, souhaite que des études d'impact soient menées sur le développement durable avant toute prise de décision importante (18%), la diversification de l'offre de transports publics (17%), et le fait d'assurer une maîtrise et une efficacité énergétique (12%).

Si la promotion du développement durable passe pour les Français par l'effort de chacun, que se déclarent-ils prêts à faire ? 65% des Français se disent prêts à utiliser davantage les transports en commun ou alternatifs à la voiture pour favoriser le développement durable, et 12% déclarent déjà le faire. 63% sont également prêts à procéder à des modifications de leur habitat pour favoriser les économies d'énergies (comme isoler les fenêtres), et 28% en ont déjà menées. 46% des Français trient déjà leurs déchets, et 50% se déclarent prêts à leur emboîter le pas.

Davantage de femmes que d'hommes trient déjà leurs déchets (51% contre 42%). On observe également que sur chaque point, les membres des catégories supérieures sont plus nombreux que les membres des catégories populaires à déclarer déjà faire des efforts, et parmi ceux ne les ayant pas encore déjà



accompli, moins nombreux à se déclarer réfractaires. Ainsi, 31% des catégories favorisées ont déjà procédé à des modifications de leur habitat pour favoriser les économies d'énergie, contre 22% des catégories populaires. On observe également des différences significatives selon l'âge. Les moins de 30 ans sont en général moins nombreux à avoir déjà fait les efforts, mais également moins nombreux à être réfractaires. La proximité politique n'a que peu d'influence sur les efforts consentis.